FO 94 la force syndicale en Val-de-Marne

COURRIER DE L'UNION

N°527 septembre/octobre 2026

AUX MILITANTS

Calendrier

Secrétariat de l'Union :
LUNDI 5 OCTOBRE A 14H

Commission Exécutive de l'UD :
JEUDI 15 OCTOBRE. A 14H

29 SEPTEMBRE GREVE FONCTION PUBLIQUE

MANIFESTATION 14H REPUBLIQUE

Meeting pour le vote FO aux élections professionnelles de la fonction publique

LUNDI 12 OCTOBRE A 14H A LA MDS DE CRETEIL



Formation syndicale :

Le **calendrier 2026** est en ligne sur notre site ainsi que le formulaire d'inscription www.fo94.fr.

Liste des stages 2026 inscriptions ouvertes

- **Découverte-1er niveau** (indispensable pour tout adhérent)
  Des places encore disponibles :
  ☞ **du 7 au 11 déc. 2026**

- **Formation CSE**
  du 5 au 9 octobre 2026
  Convocations envoyées

SOMMAIRE

P 1-2 Résolution adoptée par le CCN de Paris des 23 et 24 septembre 2026
P 3 Intervention de l'UD FO 94 au CCN des 23 et 24 septembre 2026
P 3 Communiqué intersyndical 94 enseignement



RÉSOLUTION DU COMITÉ CONFÉDÉRAL NATIONAL DE PARIS DES 23 & 24 SEPTEMBRE 2026

Le CCN réaffirme son **attachement à la Charte d'Amiens** à l'occasion de l'anniversaire de ses 120 ans. Le CCN, réuni les 23 et 24 septembre 2026, réitère ses revendications, conformément aux orientations adoptées au Congrès confédéral du mois d'avril.

Le CCN **alerte sur les orientations du Projet de loi de finances (PLF) pour 2027, et refuse les 54 milliards d'euros de coupes annoncées** par le Premier ministre qui conduisent à une austérité sans précédent notamment au détriment des services publics et revendique le suivi, l'évaluation et une réelle conditionnalité des aides publiques aux entreprises.

Le CCN exige **le blocage du prix des carburants sans délais à 1,50 euro le litre** et obtenir une baisse durable du prix du gaz afin de garantir aux ménages comme aux entreprises un coût de l'énergie abordable et maîtrisé. Le CCN revendique une véritable politique industrielle permettant d'éviter des destructions d'emploi, de réindustrialiser et de relocaliser les productions dans les territoires.

Le CCN réaffirme son **opposition à toute politique d'austérité** qui serait menée à travers le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) et revendique que les **dépenses de santé soient à la hauteur des besoins réels** de la population. Il dénonce l'augmentation constante du reste à charge des assurés sociaux et condamne également les remises en cause répétées des droits des salariés en matière d'arrêt de travail et d'accidents du travail. Il revendique le retrait de décrets allant dans ce sens, le retour à la liberté intégrale de prescription des médecins et le rétablissement du service du contrôle médical, de ses missions et de son indépendance.

FO94, Courrier de l'Union SEPTEMBRE/OCTOBRE 2026 Commission Paritaire 0929 S 07318 - UNION DEPARTEMENTALE FO 94
Directeur de la publication Luc BENIZEAU / Rédaction : le Secrétariat / Edité le 25 septembre 2026 / *Imprimé par nos soins* IMPUDFO94

Le CCN réaffirme son **attachement indéfectible à la Sécurité sociale** fondée sur le salaire différé, financée par la cotisation sociale et reposant sur les principes de solidarité et d'universalité.

Le CCN exige **l'abrogation de la réforme des retraites de 2023** et continue de revendiquer un retour de l'âge de départ à la retraite à 60 ans et 37,5 annuités dès que les conditions seront réunies ainsi que la prise en compte réelle de la pénibilité. Il rappelle son attachement au régime de retraite par répartition. Il exige le maintien de tous les régimes, de toutes les caisses ainsi que du Code des pensions civiles et militaires. Le CCN revendique le retour à l'indexation des pensions sur les salaires et dénonce les mesures envisagées contre les retraités, en particulier le gel des pensions et la suppression de l'abattement fiscal de 10 %. Il revendique la mise en place d'un système équivalent à l'ARPE.

Le CCN revendique **une augmentation du SMIC** à hauteur de 80 % du salaire médian. La persistance d'une inflation pèse fortement sur le pouvoir d'achat, l'augmentation générale des salaires et des traitements est donc une revendication prioritaire de Force ouvrière, tout comme le rétablissement de l'échelle mobile des salaires. Il soutient et se félicite de la mobilisation des électriciens et gaziers pour défendre le tarif agents. Le CCN soutient tous les salariés en lutte pour les emplois, leurs conditions de travail et leur rémunération.

Le CCN exige, dans les Outre-Mer, un encadrement strict des marges du fret et une augmentation des revenus, des pensions pour lutter contre la vie chère, des moyens, police et douane, pour lutter contre l'insécurité et les trafics de stupéfiants ainsi que des moyens conséquents pour l'exercice d'une meilleure justice.

Le CCN dénonce l'affaiblissement des prérogatives des représentants du personnel résultant de la disparition des CHSCT et revendique leur rétablissement.

Le CCN rappelle son **attachement indéfectible au service public et au statut général des fonctionnaires** dont on fête les 80 ans. Il dénonce les suppressions d'emploi, les baisses de moyens et les restructurations de services au détriment de l'intérêt général. Le CCN condamne les mesures contre les agents publics : gel du point d'indice, tassement des grilles, suppression de la Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), l'abattement de 10 % en cas d'arrêt maladie, entrainant leur paupérisation. Le CCN réaffirme son engagement pour une Fonction publique forte, dotée de moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions et rappelle qu'il n'y a pas de République sans service public.

Il dénonce les **attaques contre l'Éducation nationale** et s'oppose fermement aux vagues successives de suppressions de postes d'enseignant et revendique le retrait des dispositifs Parcoursup, Mon Master, et « Bienvenue en France ».

Le CCN **refuse les PSE dans les centres de formation**, soutient l'AFPA là où cela impacte son offre, son maillage territorial, son personnel, en contradiction avec les missions attribuées et exige des moyens pour éviter les pertes d'emploi.

Le CCN rappelle l'engagement de Force ouvrière **contre toute forme de discrimination**. Il faut œuvrer à tous les niveaux afin de garantir une égalité réelle. Le CCN réaffirme son engagement à œuvrer au côté de la CSI et au sein de l'OIT pour le progrès social, la défense des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes afin de garantir la paix par la justice sociale.

Dans le prolongement du Congrès de Dijon, le développement constitue une priorité pour Force ouvrière. Le CCN réaffirme non seulement que les jeunes sont le présent et l'avenir de l'Organisation, mais appelle également les structures à favoriser l'intégration de jeunes militants de moins de 35 ans en leur sein.

Le CCN appelle toute l'Organisation à se mobiliser, et à organiser les assemblées générales afin de **faire progresser Force ouvrière, de renforcer sa représentativité, dans le privé et dans le public**. Le CCN rappelle que notre Organisation représente l'ensemble des salariés et que nous devons nous renforcer dans tous les collèges, notamment chez les agents de maitrise et les cadres. Dans le cadre de la campagne pour les élections Fonction publique, le CCN appelle à donner encore davantage de poids aux revendications des agents publics.

La progression des implantations, des adhésions et des résultats dans tous les scrutins, dans les secteurs public et privé, doit permettre de renforcer notre syndicalisme libre et indépendant pour la défense des intérêts matériels et moraux des salariés.

Le CCN **appuie pleinement la grève et les mobilisations du 29 septembre** de la Fonction publique, rejointes par d'autres structures FO et notamment la montée nationale des pompiers avec leurs syndicats.

Le CCN soutient les initiatives et déterminations des structures FO pour aider les salariés, les retraités et la jeunesse à **mettre en échec les budgets d'austérité, obtenir les augmentations de salaires et le blocage des prix.** Il donne mandat au bureau confédéral pour préparer **la mobilisation interprofessionnelle, y compris par la grève et dans l'action commune**, pour gagner sur les revendications.

Unanimité moins 3 contre et 1 abstention

CCN DES 24 ET 25 SEPTEMBRE 2024 : INTERVENTION DU SG DE L'UD FO 94

« Je vous apporte le salut Fraternel des syndicats Force Ouvrière du Val-de-Marne

Je suis **mandaté par le congrès de l'UD** qui s'est tenu le 22 juin dernier sous la présidence de Frédéric. Le 22 juin c'était le premier jour de la canicule. 250 délégués présents dans une salle comble sans climatisation avec une chaleur étouffante.

Malgré cela, une **résolution unanime** a été adoptée par notre congrès. Résolution qui indique notamment « *il est de **la responsabilité de notre confédération d'exprimer clairement en direction du gouvernement les revendications communes de tous les salariés** : l'augmentation générale des salaires, le rétablissement de l'échelle mobile des salaires, l'augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice et le rattrapage des 32,7% de pouvoir d'achat perdu depuis 2000 pour les fonctionnaires, l'abrogation de la réforme des retraites, la défense de la Sécurité sociale, l'annulation des suppressions de postes et l'abrogation des budgets d'austérité, revendications qui toutes se heurtent à la politique d'austérité et de destruction de nos conquêtes et de nos acquis.*

*C'est **la responsabilité de la Confédération Force Ouvrière d'ouvrir la perspective de la mobilisation d'ensemble de tous les travailleurs publics et privés**, de la grève générale si nécessaire, de la montée nationale à Paris, pour contraindre le gouvernement à mettre un terme à ses attaques inacceptables. »*

Depuis ce congrès il y a eu la gestion catastrophique de la canicule, des incendies par le gouvernement, les attaques de l'exécutif contre la SS, l'explosion des prix du carburant, les conséquences brutales des mesures contre les services publics avec par exemple dans notre département des dizaines de classes sans maîtres dès le jour de la rentrée scolaire **et en même temps des dizaines d'écoles et d'établissements scolaires qui ont décidé la grève**, le plus souvent dans l'action commune, le jour de la rentrée où les jours suivant, à Chevilly-Larue, Choisy-le Roi, Fresnes, Arcueil, Champigny-sur-Marne, Vitry-sur-Seine, Créteil, … Grèves dans lesquelles les personnels ont obtenu des reculs partiels, 23 ouvertures de classes, des annulations de fermetures, des AESH, des affectations de personnels sur les postes vacants…

Grève encore au lycée St Exupéry de Créteil depuis jeudi combiné à un blocage du lycée par les lycéens qui reprennent toutes les revendications précises des enseignants et exigent les mêmes droits dans leur lycée de banlieue que partout ailleurs et l'abrogation de parcoursup.

La CE de l'UD qui s'est réunie la semaine dernière a tiré le bilan de cette période qui s'est déroulée depuis juin et **a confirmé le mandat adopté par le congrès**. Elle se tenait alors que Lecornu présentait dans la presse ses projets de budgets avec 54 milliards de coupes, d'une brutalité sans précédent. **54 milliards de coupes contre les retraités, les fonctionnaires, les malades, les locataires, les services publics, les travailleurs étrangers** qui sont particulièrement dans le collimateur.

D'ailleurs la presse fait état de négociations afin de faire passer ce projet de budget à l'assemblée et visiblement il s'avère que ce projet de budget serait un budget Lecornu-Le Pen.

Alors camarades, ce CCN doit se conclure par une décision. Oui Frédéric, il n'y a pas de bouton pour déclencher la grève générale. Mais face à ce qui constitue une attaque brutale contre la classe ouvrière dans son ensemble, **il ne peut y avoir une réponse renvoyant secteur par secteur, catégorie par catégorie**, une journée les gaziers électriciens, une journée les fonctionnaires, une journée les transports...

La classe ouvrière est une et c'est précisément la responsabilité de notre confédération de faire valoir les intérêts communs de l'ensemble des salariés, fonctionnaires, retraités… en commençant par formuler un mot d'ordre et une revendication qui les rassemble : **le retrait du plan Lecornu de 54 milliards de coupes.**

Le mouvement syndical est au pied du mur.

Lors de la CE de l'UD un camarade est revenu sur la situation en Allemagne, sur les résultats des élections en Saxe Anhalt avec un score plus qu'alarmant des néonazis de l'AFD et sur le plan de 100 000 licenciements à Volkswagen voté en commun dans le conseil d'administration par les représentants des actionnaires et les représentants syndicaux. **Quand le mouvement ouvrier abandonne les revendications, quand il retire le tapis, quand le syndicalisme cesse d'être ce pour quoi il a été constitué et se dérobe à ses responsabilités, cela ouvre la voie à l'extrême droite et aux néo nazis.** C'est vrai en Allemagne, mais camarades, ce n'est pas vrai qu'en Allemagne.

Alors camarades ce CCN se doit de se positionner clairement et se doit de rendre public le fait qu'il demande le retrait du projet de budget Macron Lecornu qui prend 54 milliards sur le dos des travailleurs de ce pays,

Ce CCN ne peut pas faire face à cette situation autrement **qu'en rassemblant et en mobilisant toutes les forces de notre confédération.**

Ce CCN devrait appeler les travailleurs à **se rassembler à s'organiser à se mobiliser pour bloquer ces projets de budgets 2027.**

La confédération doit prendre maintenant l'initiative et apparaître pour tous les travailleurs comme **le pôle à partir duquel la résistance de l'ensemble des travailleurs s'organise**. C'est d'ailleurs la meilleure façon de se positionner pour les élections professionnelles.

Il y a des moments charnière où la quantité se transforme en qualité. Le gvt provoque la classe ouvrière. **Partout la colère s'exprime.** Nous ne pouvons pas ne pas répondre. **Il y a urgence à ouvrir une perspective d'ensemble pour tous les travailleurs**, tous les retraités de ce pays. C'est la responsabilité de notre CCN.

La CGT-FO a su prendre des initiatives importantes dans des situations exceptionnelles à plusieurs reprises dans le passé, comme en 1969 avec le référendum sur le sénat corporatiste ou encore en 1995 avec le plan Juppé contre la sécurité sociale, en entrainant d'autres organisations syndicales.

Je suis confiant dans le fait que par la discussion notre CCN saura aujourd'hui, à nouveau, décider des initiatives à prendre sur le terrain, à la hauteur des attaques d'une gravité exceptionnelle qui menace la classe ouvrière et **ouvrir ainsi une perspective pour tous les travailleurs de ce pays.**

Vive la CGT Force Ouvrière ! Vive la charte d'Amiens ! »

Macron et Lecornu tentent d'imposer un budget austéritaire de 54 milliards de coupes dans les dépenses publiques et de remettre en cause les droits de toutes et tous les salariés :

RETRAIT DU PLAN MACRON LECORNU

Toutes et tous en grève et manifestation le 29 septembre !

Le 17 septembre, le ministre Lecornu a annoncé un projet de loi de finances 2027 d'une violence inouïe : 54 milliards d'euros de coupes budgétaires !!! **54 milliards d'économies budgétaires, qui toucheraient les services publics, les fonctionnaires, les plus précaires, les retraités, les malades** !

Pour les fonctionnaires, alors que la précarisation des personnels de l'Éducation nationale se généralise et que les AESH ont des salaires indécents, **le gouvernement annonce une nouvelle année blanche, avec un gel du point d'indice pour la troisième année consécutive** ! **Les retraités** sont aussi particulièrement dans la ligne de mire du gouvernement **avec l'annonce de la désindexation des retraites**.

Le bilan de la rentrée, dans notre département, est pourtant catastrophique, faute de moyens : des classes et ULIS sans enseignants, des collègues à temps partiel sans complément de service, la grande majorité des titulaires remplaçants positionnés dès le jour de rentrée sur des postes vacants, des milliers d'AESH manquantes pour répondre aux notifications des élèves en situation de handicap, des RASED incomplets et 185 fermetures de classes !

A cela s'ajoute l'état du bâti scolaire inadapté aux épisodes de fortes chaleurs qui a entraîné la désorganisation des écoles et la mise en danger des personnels et des élèves durant la fin de l'année scolaire dernière. Ces difficultés ont fortement dégradé les conditions d'examens et de réussite des collégiens et lycéens. Combien de temps le gouvernement va-t-il demander aux personnels d'accueillir les élèves dans des conditions qui mettent en jeu la propre santé des agents publics ? Ce même gouvernement qui a réduit, à la rentrée, l'enveloppe déjà dérisoire pour la rénovation thermique des écoles les plus vulnérables de 60 à 20 millions !

Toujours dans notre département, **des écoles et établissements se mobilisent, souvent par la grève, depuis la rentrée**, pour exiger des moyens à la hauteur de leurs besoins, contre l'enveloppe fermée imposée par le gouvernement. Ainsi, la maternelle Casanova à Choisy-le-Roi et l'élémentaire Jean Monnet à Fresnes, en grève le 1er septembre, pour la réouverture d'une classe et l'affectation des AESH nécessaires à l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Des écoles se sont mobilisées le 7 septembre, jour du CSAsD, contre les fermetures de classes décidées à la rentrée : la maternelle Olympe de Gouges à Arcueil, la maternelle Maurice Denis à Champigny, la maternelle Les Buttes à Créteil… A l'élémentaire Montesquieu de Vitry-sur-Seine et à la maternelle Makarenko d'Ivry, les collègues se mobilisent pour maintenir une AESH sur leur école ! Au lycée Saint-Exupéry de Créteil, les personnels réunis en AG se sont mis en grève jeudi 18 septembre et lundi 21 septembre pour obtenir les personnels nécessaires au bon fonctionnement du lycée (AESH, AED, DDFPT, infirmière, proviseur adjoint…).

Et, dans cette situation, **le gouvernement multiplie ses attaques** ! Il entend récupérer **54 milliards sur le dos des salariés et des fonctionnaires** ! 54 milliards qui s'ajouteraient aux 40 milliards d'économies du budget 2026 ! Alors que, dans le même temps, chaque année, il accorde 80 milliards d'exonérations aux grandes entreprises !

Nos organisations syndicales ne l'acceptent pas et tiennent à exprimer leur opposition ferme à ce projet de loi de finances 2027 ; **elles exigent son abandon immédiat** ! **Face à cette offensive majeure contre les droits des travailleurs, des fonctionnaires, contre la Sécurité sociale, les services publics et les retraités, il est indispensable de construire une riposte à la hauteur de l'attaque : la grève, la grève jusqu'au retrait du plan Macron Lecornu.**

Plus que jamais, nos organisations syndicales réaffirment leurs revendications communes :

- **Le recrutement en masse d'enseignant·e·s** afin de pourvoir à l'ensemble des besoins pour pourvoir tous les postes et tous les remplacements dès le 1er jour d'absence., et abaisser les effectifs partout !
- **Le recrutement des 3000 AESH** qui manquent pour que toutes les notifications d'accompagnement prononcées par la MDPH 94 soient respectées ainsi que la création d'un statut de fonctionnaire d'Etat catégorie B pour ces personnels, avec un vrai salaire !
- **La création massive de postes** d'enseignant·e·s spécialisé·e·s et départs en formation pour les RASED à hauteur des besoins partout, ULIS, UE, IME… de psychologues scolaires, d'infirmier·e·s, de médecins, d'assistantes sociales.
- **Les moyens de l'éducation prioritaire à toutes les écoles dites « orphelines » et aux établissements qui les revendiquent**, le dédoublement ou l'allègement des effectifs de toutes les GS en Éducation Prioritaire.
- **Une loi de programmation scolaire, intégrant notamment la rénovation du bâti et toutes les constructions nécessaires** pour permettre que les écoles et les établissements du second degré bénéficient de l'isolation thermique, des protections solaires extérieures, de la végétalisation des cours de récréation, de la ventilation…toutes choses nécessaires pour s'adapter aux épisodes de canicule qui vont se multiplier,
- **Le retrait du plan Macron Lecornu de 54 milliards de coupes**

Pour nos organisations syndicales, dans notre département comme dans tout le territoire, **la grève est dès maintenant à l'ordre du jour pour faire reculer le gouvernement et gagner nos revendications** ! Aussi, le SNUDI-FO 94, le SNFOLC 94 , la FSU-SNUipp 94, le SNES-FSU, le SE-UNSA 94, la CGT Educ'action 94 et Sud éducation 94 appellent toutes et tous les collègues :

- à se réunir dans leur école, leur collège, ou leur lycée pour établir leurs revendications et discuter des moyens de les faire aboutir : grève, assemblée avec les parents d'élèves, rassemblement,…
- à se mettre massivement en grève le 29 septembre, à participer au rassemblement parisien et à se réunir sur leurs établissements pour débattre des suites.

Créteil le 22 septembre 2026